

Gironde

POLITIQUE

« L'agriculture est face à une question existentielle »

Xavier Sota, x.sota@sudouest.fr



Pascal Lavergne, député Renaissance de l'Entre-deux-Mers. ARCHIVES JÉRÔME JAMET

Le député de l'Entre-deux-Mers Pascal Lavergne a été nommé rapporteur de la loi d'orientation agricole, qui sera dévoilée demain en Conseil des ministres

Longtemps promise, puis reportée, notamment en raison des manifestations des agriculteurs, la loi d'orientation agricole verra ses contours dévoilés demain en Conseil des ministres par Marc Fesneau, en charge de l'Agriculture. Une première étape avant d'être examinée début mai à l'Assemblée nationale (puis en juin au Sénat). « La loi doit être votée avant l'été », indique Pascal Lavergne, le député Renaissance de l'Entre-deux-Mers, qui a été nommé rapporteur de cette loi.

L'embrasement a été évité, mais le feu couve toujours. Dans le monde agricole, mais aussi chez les associations environnementales qui redoutent de voir la question écologique foulée aux pieds. « Ce qui sera gravé dans la loi, c'est que l'agriculture est d'intérêt général majeur pour notre pays », avance le Girondin.

En même temps

Cette loi d'orientation agricole est et sera un chemin semé d'embûches dans les mois qui viennent. Il s'agit de graver dans le marbre les 60 mesures annoncées par Gabriel Attal, le Premier ministre, et surtout de dresser les contours de la « ferme France ». Pour Pascal Lavergne, « la colère du monde agricole, qui a reçu un soutien massif, est l'occasion de pousser le curseur plus loin. Outre le ras-le-bol exprimé, le monde agricole attend que soit défini de façon nette le modèle que nous voulons. Personne ne veut renoncer aux progrès environnementaux ni au niveau qualitatif de nos produits. Chacun s'accorde même sur la nécessité à faire mieux, pour la qualité et la pérennité des sols, pour le respect de la biodiversité, ainsi qu'en matière de réduction de l'usage de la chimie de synthèse ».

Il veut croire que ce projet de loi permettra de retisser un lien entre la population et son agriculture. Et, dans ce débat, deux visions s'opposent : « Celle de la diminution de la productivité, avec des fermes dont on réduirait la taille et l'usage drastique des intrants, et celle du maintien d'une agriculture suffisamment productive qui ne renonce ni aux progrès ni à la compétitivité. Il ne faut pas opposer les modèles », martèle Pascal Lavergne.

Une partition qu'il devra faire entendre à l'Assemblée, dont la teneur des débats ne s'embarrasse pas de nuances. « Il faudra un jour différencier, pour le bien des agriculteurs, les grosses exploitations qui, à mon avis, obéissent aux règles de l'industrie, des petites qui se rapprochent des règles de l'artisanat », constate le député. Autre point de vigilance que le Girondin entend faire émerger dans le débat, l'installation de jeunes agriculteurs : « Pour renouveler les générations d'agriculteurs, les seuls descendants d'agriculteurs ne suffiront pas. L'agriculture française est face à une question existentielle. Les liens se sont distendus entre le monde agricole et la population, qui ne connaît l'agriculture que par le prisme du Salon de l'agriculture ou des critiques qui lui sont adressées présentant les pratiques comme néfastes pour tout. Tout cela sans pédagogie et sans rappeler l'essentiel : il n'y a pas de génération spontanée dans le réfrigérateur, ni sur les étagères de la cuisine. »

Publié le 02/04/2024 – Sud-Ouest – Xavier Sota